ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 28 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1968	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 228

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 563

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Γενεύῃ ὑπογραφέντος τὴν 8ην Φεβρουαρίου 1965, πρωτοκόλλου τροποποιήσεως τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου διὰ τῆς προσθήκης νέου Κεφαλαίου IV ὑπὸ τὸν τίτλον «Ἐμπόριον καὶ Ἀνάπτυξις».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ ἐν Γενεύῃ ὑπογραφὲν τὴν 8ην Φεβρουαρίου 1965 πρωτόκολλον τροποποιήσεως τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου, δι' οὗ προστίθεται εἰς τὴν ἀνωτέρω Συμφωνίαν νέον Κεφάλαιον IV, ὑπὸ τὸν τίτλον «Ἐμπόριον καὶ Ἀνάπτυξις» περιλαμβάνον τὰ ἄρθρα XXXVI, XXXVII καὶ XXXVIII, ὡς καὶ ἑρμηνευτικὰς τούτων διατάξεις. Τὸ πλῆρες κείμενον τοῦ ἀνωτέρω πρωτοκόλλου ἔπεται ἐν Γαλλικῷ καὶ Ἀγγλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει, ἐχούσῃ τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΙΟΥΛ. Μ. ΕΥΑΜΠΙΟΣ, ΝΙΚ. ΣΙΩΡΗΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Σεπτεμβρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

PROTOCOLE

MODIFIANT L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE PAR INSERTION D'UNE PARTIE IV RELATIVE AU COMMERCE ET AU DEVELOPPEMENT

Les Gouvernements qui sont parties contractantes à l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après dénommés «les parties contractantes» et «l'Accord Général» respectivement),

DESIREUX d'apporter des amendements à l'Accord Général conformément aux dispositions de l'article XXX dudit Accord, SONT CONVENUS de ce qui suit :

1. Une partie IV comprenant trois article nouveaux sera insérée dans le texte de l'Accord Général et les dispositions de l'annexe I dudit Accord seront modifiées comme suit :

A

Le sous-titre et les article suivants seront insérés après l'article XXXV :

PARTIE IV

COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Article XXXVI

Principes et objectifs

1. Les parties contractantes,

a) conscientes de ce que les objectifs fondamentaux du présent Accord comportent le relèvement des niveaux de vie et le développement progressif des économies de toutes les parties contractantes, et considérant que la réalisation de ces objectifs est spécialement urgente pour les parties contractantes peu développées.

b) considérant que les recettes d'exportation des parties contractantes peu développées peuvent jouer un rôle déterminant dans leur développement économique, et que l'importance de cette contribution dépend à la fois des prix que lesdites parties contractantes paient pour les produits essentiels qu'elles importent, du volume de leurs exportations et des prix qui leur sont payés pour ces exportations;

c) constatant qu'il existe un écart important entre les niveaux de vie des pays peu développés et ceux des autres pays ;

e) reconnaissant que le commerce international considéré comme instrument de progrès économique

et social devrait être régi par des règles et procédures–et par des mesures conformes à de telles règles et procédures–qui soient compatibles avec les objectifs énoncés dans le présent article ;

f) notant que les PARTIES CONTRACTANTES peuvent autoriser les parties contractantes peu développées à utiliser des mesures spéciales pour favoriser leur commerce et leur développement ;

sont convenus de ce qui suit :

2. Il est nécessaire d'assurer une augmentation rapide et soutenue des recettes d'exportation des parties contractantes peu développées.

3. Il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les parties contractantes peu développées s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique.

4. Etant donné que de nombreuses parties contractantes peu développées continuent de dépendre de l'exportation d'une gamme limitée de produits primaires, il est nécessaire d'assurer pour ces produits, dans la plus large mesure possible, des conditions plus favorables et acceptables d'accès aux marchés mondiaux et, s'il y a lieu, d'élaborer des mesures destinées à stabiliser et à améliorer la situation des marchés mondiaux de ces produits, en particulier des mesures destinées à stabiliser les prix à des niveaux équitables et rémunérateurs, qui permettent une expansion du commerce mondial et de la demande, et un accroissement dynamique et constant des recettes réelles d'exportation de ces pays afin de leur procurer des ressources croissantes pour leur développement économique.

5. L'expansion rapide des économies des parties contractantes peu développées sera facilitée par les mesures assurant la diversification de la structure de leurs économies et leur évitant de dépendre à l'excès de l'exportation de produits primaires. C'est pourquoi il est nécessaire d'assurer dans la plus large mesure possible, et dans des conditions favorables, un meilleur accès aux marchés pour les produits transformés et les articles manufacturés dont l'exportation présente ou pourrait présenter un intérêt particulier pour les parties contractantes peu développées.

6. En raison de l'insuffisance chronique des recettes d'exportation et autres recettes en devises des parties contractantes peu développées, il existe des relations importantes entre le commerce et l'aide financière au développement. Il est donc nécessaire que les Parties contractantes et les institutions internationales de prêt collaborent de manière étroite et permanente afin de contribuer avec le maximum d'efficacité à alléger les charges que ces parties contractantes peu développées assument en vue de leur développement économique.

7. Une collaboration appropriée est nécessaire entre les parties contractantes, d'autres organisations intergouvernementales et les organes et institutions des Nations Unies, dont les activités se rapportent au développement commercial et économique des pays peu développés.

8. Les parties contractantes développées n'attendent pas de réciprocité pour les engagements pris par elles dans des négociations commerciales de réduire ou d'éliminer les droits de douane et autres obstacles au commerce des parties contractantes peu développées.

9. L'adoption de mesures visant à réaliser ces principes et objectifs fera l'objet d'un effort conscient et résolu, tant individuel que collectif, de la part des parties contractantes.

Article XXXVII

«Engagements»

1. Les parties contractantes développées devront dans toute la mesure du possible – c'-est'à'dire sauf lorsque les en empêcheraient des raisons impérieuses comprenant éventuellement des raisons d'ordre juridique donner effet aux dispositions suivantes :

a) accorder une haute priorité à l'abaissement et à l'élimination des obstacles qui s'opposent au commerce des produits dont l'exportation présente ou pourrait présenter un intérêt particulier pour les parties contractantes peu développées, y compris les droits de douane et autres restrictions comportant une différenciation déraisonnable entre ces produits à l'état primaire et ces mêmes s produits après transformation;

b) s'abstenir d'instituer ou d'aggraver des droits de douane ou obstacles non tarifaires à l'importation concernant des produits dont l'exportation présente ou pourrait présenter un intérêt particulier pour les parties contractantes peu développées ;

c) i. s'abstenir d'instituer de nouvelles mesures fiscales,

ii. accorder dans tout aménagement de la politique fiscale, une haute priorité à la réductions et à l'élimination des mesures fiscales en vigueur, qui auraient pour effet de freiner sensiblement le développment de la consommation de produits primaires à l'état brut ou après transformation, originaires en totalité ou en majeure partie du territoire des parties contractantes peu développées, lorsque ces mesures seraient appliquées spécifiquement à ces produits.

2. a) Lorsque l'on considerera qu'il n'est pas donné effet à l'une quelconque des dispositions des alinéas a), b), ou c) du paragraphe premier, la question sera signalée aux parties contractantes soit par la partie contractante qui ne donne pas effet aux dispositions pertinentes, soit par tout autre partie contractante intéressée.

b) i) A la demande de toute partie contractante intéressée indépendamment des consultations bilatérales qui pourraient être éventuellement engagées, les parties contractantes entreront en consultation au sujet de ladite question avec la partie contractante concernée et avec toutes les parties contractantes intéressées en vue d'arriver à des solutions satisfaisantes pour toutes les parties contractantes concernées, afin de réaliser les objectifs énoncés à l'article XXXVI. Au cour de ces consultations, les raisons invoquées dans les cas où il ne seraint pas donné effet aux dispositions des alinéas a), b) ou c) du paragraphe premier seront examinées.

ii) Comme la mise en oeuvre des dispositions des alinéas a), b) ou c) du paragraphe premier par des parties contractantes agissent individuellement peut, dans certains cas, être réalisée plus facilement lorsqu' une action est entreprise collectivement avec d'autres parties contractantes développées, les consultations pourraient, dans les cas appropriés, tendre à cette fin.

iii) Dans les cas appropriés, les consultations des parties contractantes pourraient aussi tendre à la réalisation d'un accord sur une action collective qui permette d'atteindre les objectifs du présent Accord, ainsi qu'il est envisagé au paragraphe premier de l'article XXV.

3. Les parties contractantes développées devront :

a) mettre tout en oeuvre en vue de maintenir les marges commerciales à des niveaux équitables dans les cas oùle prix de vente de marchandises entièrement ou en majeure partie produites sur le territoire des parties contractantes peu développées est déterminé directement ou indirectement par le gouvernement ;

b) étudier activement l'adoption d'autres mesures dont l'objet serait d'élargir les possibilités d'accroissement des importations en provence des parties contractantes peu développées, et collaborer à cette fin à une action internationale appropriée ;

c) prendre spécialement en considération les intérêts commerciaux des parties contractantes peu développées, quand elles envisageront d'appliquer d'autres mesures que le présent Accord autorise en vue de résoudre des problèmes particuliers et explorer toutes les possibilités de redressement constructif avant d'appliquer de telles mesures, si ces dernières devaient porter atteinte aux intérêts essentiels de ces parties contractantes.

4. Chaque partie contractante peu développées accepte de prendre des mesures appropriées pour la mise en oeuvre des dispositions de la partie IV dans l'intérêt du commerce des autres parties contractantes peu développées, pour autant que ces mesures soient compatibles avec les besoins actuels et futurs de son développement, de ses finances et de son commerce, compte tenu de l'évolution passée des échanges, ainsi que des intérêts commerciaux de l'ensemble des parties contractantes peu développées.

5. Dans l'exécution des engagements énoncés aux paragraphes premier à quatre, chaque partie contractante offrira promptement à toute autre partie contractante intéressée ou à toutes autres parties contractantes intéressées toutes facilités pour entrer en consultation selon les procédures normales du présent Accord sur toute question ou toute difficulté qui pourra se présenter.

Article XXXVIII

Action collective

1. Les parties contractantes agissant collectivement collaboreront dans le cadre et en dehors du présent Accord, selon qu'il sera approprié, afin de premouvoir la réalisation des objectifs énoncés à l'article XXXVI.

2. En particulier, les parties contractantes devront :

a) dans les cas appropriés, agir, notamment par le moyen d'arrangements internationaux, afin d'assurer des conditions meilleures et acceptables d'accès aux marchés mondiaux pour les produits primaires qui présentent un intérêt particulier pour les parties contractantes peu développées et afin d'élaborer des mesures destinées à stabiliser et améliorer la situation des marchés mondiaux de ces produits, y compris des mesures destinées à stabiliser les prix à des niveaux équitables et rémunérateurs pour les exportations de ces produits ;

b) tendre à établir en matière de politique commerciale et de politique de développement une collaboration appropriée avec les Nations Unies et leurs organes et institutions, y compris les institutions qui seront éventuellement créées sur la base des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ;

c) collaborer à l'analyse des plans et politiques de développement des parties contractantes peu développées prises individuellement et à l'examen des relations entre le commerce et l'aide, afin d'élaborer des mesures concrètes qui favorisent le développement du potentiel d'exportation et facilitent l'accès aux marchés d'exportation pour les produits des branches de production ainsi élargies, et, à cet égard, rechercher une collaboration appropriée avec les gouvernements et les organismes internationaux et, en particulier, avec les organismes qui ont compétence en matière d'aide financière au développement économique, pour entreprendre des études systématiques des relations entre le commerce et l'aide dans le cas des parties contractantes peu développées prises individuellement afin de déterminer clairement le potentiel d'exportation, les perspectives du marché et toute autre action qui pourrait être nécessaire ;

d) suivre de façon continue l'évolution du commerce mondial, en considérant spécialement le taux d'expansion des échanges des parties contractantes peu développées, et adresser aux parties contractantes les recommandations qui paraîtront appropriées eu égard aux circonstances ;

e) collaborer pour rechercher des méthodes praticables en vue de l'expension des échanges aux fins du développement économique, par une harmonisation et un aménagement, sur le plan international, des politiques et réglementations nationales, par l'application de normes techniques et commerciales touchant la production, les transports et la commercialisation, et par la promotion des exportations, grâce à la mise en place de dispositifs permettant d'accroître la diffusion des informations commerciales et de développer l' étude des marchés ;

f) prendre les dispositions institutionnelles, qui seront nécessaires pour permettre d'atteindre les objectifs énoncés à l'article XXXVI et pour donner effet aux dispositions de la présente Partie».

B

A l'annexe 1 (qui conformément à la section BB' alinéa (i), du Ptotocole portant amendement du Préambule et des Parties II et III de l'Accord général, deviendra l'annexe H), les notes suivantes seront ajoutées :

«AD PARTIE IV.

Les expressions «parties contractantes développées» et «parties contractantes peu développées» employées dans la partie IV, visent les pays développés et les pays peu développés, qui sont partie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

«AD article XXXVI.

«Paragraphe premier

Cet article se fonde sur les objectifs énoncés à l' article premier, tel qu'il sera amendé par la section A du paragraphe premier du Protocole, portant amendement de la Partie I et des articles XXIX et XXX quand ce Protocole entrera en vigueur.

«Paragraphe 4

L'expression «produits primaires» englobe les produits agricoles, voir le paragraphe 2 de la note interprétative concernant la section B de l'article XVI.

Paragraphe 5.

Un programme de diversification comporterait généralement l'intensification des activités de transformation des produits primaires et le développement des industries manufacturières, compte tenu de la situation de la partie contractante considérée et des perspectives mondiales de la production et de la production et de la consommation des différents produits.

Paragraphe 8.

Il est entendu que l'experssion «n'attendent pas de réciprocité» signifie, conformément aux objectifs énoncés dans cet article, qu'on ne devait pas attendre d'une partie contractante peu développée qu'elle apporte, au cours de négociations commerciales, une contribution incompatible avec les besoins de son développement, de ses finances et de son commerce, compte tenu de l'évolution passée des échanges.

Ce paragraphe s'appliquerait dans le cas de mesures prises au titre de la section A de l'article XVIII, de l'article XXVIII, de l'article XXVIII bis (qui deviendra l'article XXIX aprés l'entrée en vigueur de l'amendement qui fait l'objet de la section A du paragraphe premier du Protocole portant amendement de la Partie I et des articles XXIX et XXX), de l'article XXXIII, ou selon toute autre procédure établie conformément au présent Accord.

AD article XXXVII

Paragraphe premier, alinéa (a)

Ce paragraphe s'appliquerait dans le cas de négociations en vue de la réduction ou de l'élimination des droits de donane ou autres réglementations commerciales restrictives au titre de l'article XXVIII, de l'article XXVIII bis (qui deviendra l'article XXIX après l'entrée en vigueur de l'amendement qui fait l'objet de la section A du paragraphe premier du Protocole portant amendement de la Partie I et des articles XXIX et XXX), ou de l'article XXXIII, et en liaison avec toute autre action que des parties contractantes pourraient être en mesure d'entreprendre en vue d'effectuer une telle réduction ou une telle élimination.

Paragraphe 3 (b)

Les autres mesures visées dans ce paragraphe pourraient comporter des dispositions contrètes visant à promouvoir des modifications des structures internes, à encourager la consommation de produits particuliers, ou à instituer des mesures de promotion commerciale».

2. Le présent Protocole sera déposé auprès du Secrétaire Exécutif des parties contractantes à l'Accord général. Il sera, jusqu'au 31 décembre 1965, ouvert à l'acceptation par signature ou autrement des parties contractantes à l'Accord général et des gouvernements qui auront accédé provisoirement audit Accord général; toutefois, la période pendant laquelle le présent Protocole sera ouvert à l'acceptation pour toute partie contractante, ou tout gouvernement ayant accédé provisoirement, pourra être prorogée au delà de cette date par décision des parties contractantes.

3. L'acceptation du présent Protocole, conformement aux dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, vaudra acceptation des amendements énoncés au paragraphe premier, conformément aux dispositions de l'article XXX de l'Accord général.

4. Les amendements énoncés au paragraphe premier prendront effet, conformément aux dispositions de l'article XXX de l'Accord général, lorsque le Protocole aura été accepté par les deux tiers des gouvernements qui seront alors parties contractantes.

5. Les amendements énoncés au paragraphe premier prendront effet entre un gouvernement qui aura accédé provisoirement à l'Accord général et un gouvernement qui sera partie contractante, ou entre deux gouvernement qui auront accédé provisoirement, lorsque ces amendements auront été acceptées par l'un et l'autre gouvernement; toutefois, les amendements ne prendront pas ainsi effet avant qu'un instrument d'accéssion provisoire n'ait pris effet entre les deux gouvernement ni avant les amendements n'aient pris effet conformément aux dispositions du paragraphe 4.

6. L'acceptation du présent Protocole par une partie contractante, pour autant que celle-ci n'a pas déjà accompli les dernières formalités pour devenir partie aux instruments énumérés ci-après et sauf si, lors de l'acceptation. elle adresse au Secrétaire Exécutif une notification écrite à l'effet contraire, constituera l'ultime formalité pour devenir partie à chacun des instruments suivants:

i) Protocole portant amendement de la partie I et des articles XXIX et XXX, Genève, 10 mars 1955;

ii) Protocole portant amendement du Préambule et des Parties II et III, Genève, 10 mars 1955;

iii) Protocole de rectification du texte français de l' Accord général Genève, 15 juin 1955;

iv) Procès-verbal de rectification des Protocoles portant amendement de la Partie I et des articles XXIX et XXX, du Préambule et des Parties II et III, et des dispositions organiques, Genève, 3 décembre 1955;

v) Cinquième Protocole de rectification et de modification du texte des Listes annexées à l'Accord général, Genève, 3 décembre 1955;

vi) Sixième Protocole de rectification et de modification du texte des Listes annexées à l'Accord général, Genève, 11 avril 1957.

vii) Septième Protocole de rectification et de modification du texte des Listes annexées à l'Accord général, Genève, 30 novembre 1957;

viii) Protocole concernant les négociations en vue de l'établissement d'une nouvelle Liste III - Brésil, Genève, 31 décembre 1958;

ix) Huitième Protocole de rectification et de modification du texte des Listes annexées à l'Accord général, Genève ,18 février 1959;

x) Neuvième Protocole de rectification et de modification du texte des Listes annexées à l'Accord général, Genève, 17 août 1959;

7. Le Secrétaire Exécutif des parties contractantes à l'Accord général adressera promptement à chaque partie contractante à l'Accord général et à chaque gouvernement qui aura accédé provisoirement à l'Accord général, copie certifiée conforme du présent Protocole; il leur notifiera promptement chaque acceptation de ce Protocole.

8. Le présent Protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

FAIT à Genève, en un seul exemplaire, en langue française, en langue anglaise et en langue espagnole, les trois textes faisant également foi, le huit février mil neuf cent soixante cinq.

PROTOCOL

AMENDING THE GENERAL AGREEMENT ON TARIFFS AND TRADE TO INTRODUCE A PART IV ON TRADE AND DEVELOPMENT

The Government which are contracting parties to the General Agreement on Tariffs and Trade (hereinafter referred to as «the contracting parties» and «the General Agreement» respectively).

DESIRING to effect amendments to the General Agreement pursuant to the provisions of Article XXX thereof.

HEREBY AGREE as follows:

1. A part IV comprising three new Articles shall be inserted and the provisions of Annex I shall be amended as follows:

A

The following heading and Articles shall be inserted after Article XXXV:

PART IV

TRADE AND DEVELOPMENT

Article XXXVI

Principles and Objectives

1. The contracting parties.

a) recalling that the basic objectives of this Agreement include the raising of standards of living and the progressive development of the economies of all contracting parties, and considering that the attainment of these objectives is particularly urgent for less-developed contracting parties.

b) considering that export earnings of the less-developed contracting parties can play a vital part in their economic development and that the extend of this contribution depends on the prices paid by the less-developed contracting parties for essential imports, the volume of their exports, and the prices received for these exports;

c) noting, that there is a wide gap between standards of living in less-developed countries and in other countries;

d) recognizing that individual and joint action is essential to further the development of the economies of less-developed contracting parties and to bring about a rapid advance in the standards of living in these countries;

e) recognizing that international trade as a means of achieving economic and social advancement should be governed by such rules and procedures-and measures in conformity with such rules and procedures-as are consistent with the objectives set forth in this Article;

f) noting that the Contracting Parties may enable less-developed contracting parties to use special measures to promote their trade and development;

Agree as follows :

2. There is need for a rapid and sustained expansion of the export earnings of the less-developed contracting parties.

3. There is need for positive efforts designed to ensure that less developed contracting parties secure a share in the growth in international trade commensurate with the needs of their economic development.

4. Given the continued dependence of many less-developed contracting parties on the exportation of a limited range of primary products, there is need to provide in the largest possible measure more favourable and acceptable conditions of access to world markets for these products, and wherever appropriate to devise measures designed to stabilize and improve conditions of world markets in these products, including in particular measures designed to attain stable, equitable and remunerative prices, thus permitting an expansion of world trade and demand and a dynamic and steady growth of the real export earnings of these countries so as to provide them with expanding resources for their economic development.

5. The rapid expansion of the economies of the less-developed contracting parties will be facilitated by a diversification of the structure of their economies and the avoidance of an exessive dependence on the export of primary products. There is, therefore, need for increased access in the largest possible measure to markets under favourable conditions for processed and manufactured products currently or potentially of particular export interest to less-developed contracting parties.

«6. Because of the chronic deficiency in the export proceeds and other important exchange earnings of less-developed çontracting parties, there are important inter-relationships between trade and financial assistance to development. There is, therefore,need for close and-continuing collaboration between the CONTRACTING PARTIES and the international lending agencies so that they can contribute most effectively to alleviating the burdens these less-developed contracting parties assume in the interest of their economic development.

«7. There is need for appropriate collaboration between the CONTRACTING PARTIES, other intergovernmental bodies and the organs and agencies of the United Nations system, whose activities relate to the trade and economic development of less-developed countries.

«8. The developed contracting parties do tnot expect reciprocity for commitments made by them in trade negotiations to reduce or remove tariffs and other barries to the trade of less-developed contacting parties.

«9. The adoption of measures to give effect to these principles and objectives shall be a matter of conscions and purposeful effort on the part of the contracting parties both individually and jointly.

Article XXXVII.

«Commitments».

1. The developed contracting parties shall to the fullest extent possible-that is, except when compelling reasons, which may include legal reasons, make it impossible-give effect to the following provisions :

a) accord high priority to the reduction and elimation of barriers to products currently or potentially of particular export interest to less-developed contracting parties, including customs duties and other restrictions which differentiate unressonably between such products in their primary and in their processed forms ;

b) refrain from introducing, or increasing the incidence of customs, duties or non-tariff import barriers on products currently or potentially of particular export interest to less-developed contracting parties; and

c) (i) refrain from imposing new fiscal measures, and (ii) in any adjustments of fiscal policy accord high priority to the reduction and elimination of fiscal measures, which would hamper, or which hamper, significantly the growth of consumption of primary products, on raw or processed form, wholly or mainly produced 'n the territories of less-developed contracting parties, and which are applied specifically to those products.

2. a) Whenever it is considered that effect is not being given to any of the provisions of sub-paragraph (a), (b) or (c) of paragraph 1, the matter shall be reported to the Contracting Parties either by the contracting party not so giving effect to the relevant provisions or by any other interested contracting party.

b) (i) The Contracting Parties shall, if requested so to do by any interested contracting party, and without prejudice to any bilateral consultations that may be undertaken, consult with the contracting party concerned and all interested contracting parties with request to the matter with a view to reaching solutions satisfactory to all contracting parties concerned in order to further the objectives set forth in Article XXXVI. In the course of these consultations, the reasons given in cases where was not being given to the provisions of sub-paragraph (a), (b), or (c) of paragraph I shall be examined.

(ii). As the implementation of the provisions of sub-paragraph (a), (b) or (c) of paragraph 1 by individual contracting parties may in some cases be more readily achieved where action is taken jointly with other developed contracting parties, such consultation might, where appropriate, be directed towards this end.

(iii). The consulations by the CONTRACTING PARTIES might also, in appropriate cases, be directed towards agreement on joint action designed to further the objectives of this Agreement as envisaged in paragraph 1 of Article XXV.

«3. The developed contracting parties shall:

a) make every effort, in cases where a government directly on indirectly determines the resale price of products wholly or mainly produced in the territories of less-developed contracting parties, to maintain trade margins at equitable levels;

b) give active consideration to the adoption of other measures designed to provide greater scope for the development of imports from less-developed contracting parties and collaborate in appropriate international action to this end;

c) have special regard to the trade interests of less-developed contracting parties when considering the application of other measures permitted under this Agreement to meet particular problems and explore all possibilities of construction remedies before applying such measures where they would affect essential interests of those contracting parties.

«4. Less-developed contracting parties agree to take appropriate action in implementation of the provisions of part IV for the benefit of the trade of other less-developed contracting parties, in so far as such action is consistent with their individual present and future development, financial and trade needs taking into account past trade developments as well as the trade interests of less-developed contracting parties as a whole.

«5. In the implementation of the commitments set forth in paragraphe 1 to 4 each contracting party shall afford to any other interested contracting party or contracting parties full and prompt opportunity for consulations under the normal procedures of this Agreement with respect to any matter of difficulty which may arise.

Article XXXVIII

Joint action

1. The contracting parties shall collaborate jointly, within the framework of this Agreement and elsewhere as appropriate, to further the objectives set forth in Article XXXVI.

2. In particular. the CONTRACTING PARTIES shall :

a) where appropriate, take action, including action through international arrangements,to provide improved and acceptable conditions of access to world markets for primary produts of particular interest to less-developed contracting parties and to devise measures desingned to stabilize and improve conditions of world markets in these products including measures designed to attain stable, equitable and remunerative prices for exports of such products;

b) seek appropriate collaboration in matters of trade and development policy with the United Nations and its organs and agencies, including any institutions that may be created on the basis of recommendations by the United Nations Conference on Trade and Development.

c) collaborate in analyzing the development plans and policies of individual less-developed contracting parties and in examining trade and aid relationships with a view to devising concrete measures to promote the development of export potential and to facilitate access to export markets for the products of the industries thus developed and, in this connexion seek appropriate collabotation with goverments and international organizations, and in particular with organizations having competence in relation to financial assistance for economic development, in sustematic studies of trade and aid relationships in individual less-developed contracting parties aimed at obtaining a clear analysis of export potential, market prospects and any-further action that may be required;

d) keep under continuous review the development of world trade with special reference to the rate of growth of the trade of less-developed contracting parties and make such recommendations to contracting parties as may, in the circumstances, be deemed appropriate ;

e) collaborate in seeking feasible methods to expend trade for the purpose of economic development, through international harmonization and adjustment of national policies and regulations, through technical and commercial standards affecting production, transportation and marketing, and through export promotion by the establishment of facilities for the increased flow of trade information and the development of market research, and

f) establish such institutional arrangements as may be necessary to further the objectives set forth in Article XXXVI and to give effect to the provision of this part».

B

To Annex I (which, pursuant to section BB (1) of the ptotocole amending the preamble and parts II and III, is to become Annex H) the following notes shall be added :

Ad PART IV

The words «developed contracting parties» and the words «less-developed contracting parties» as used in part IV are to be understood to refer to developed and less developed countries which are parties to the General Agreement on Tariffs and Trade.

Ad Article XXXVI

paragraph 1

This Article is based upon the objectives set forth in Article 1 it will be amended by Section A of paragraph 1 of the protocole amending part 1 and Article XXIX and XXX when that Protocole enters into force.

paragraph 4

The term «primary products» includes agricultural products, vide paragraph 2 of the note ad Article XVI, Section B.

paragraph 5

A diversification programme would generally include the intensification of activities for the processing of primary products and the development of manufacturing industries, taking into account the situation of the particular contracting party and the world outlook for production and consumption of different commodities. 0

«paragraph 8

It is understood that the phrase «do not expect reciprocity» means, in accordance with the objectives set forth in this Article that the less-developed contracting parties should not be expected in the course of trade negotiations, to make contributions which are inconsistent with their individual development, financial and trade needs, taking into consideration past trade developments.

This paragraph would apply in the event of action under Section A of Article XVIII, Article XXVIII, Article XXVIII bis (Article XXIX after the amendment set forth in Section A of paragraph 1 of the Protocole Amending Part I and Articles XXIX and XXX shall have become effective), Article XXXIII, of any other procedure under this Agreement.

«Ad Article XXXVII

«paragraph 1 (a)

This paragraph would apply in the event of negotiations for reduction or elimination of tariffs or other restrictive regulations of commerce under Articles XXVIII bis (XXIX after the amendment set forth in Section A of paragraph 1 of the Protocole Amending Part I and Articles XXIX and XXX shall have become effective), and Article XXXIII, as well as in connection with other action to effect such reduction or elimination which contracting parties may be able to undertake.

«paragraph 3 (b)

The other measures referred to in this paragraph might include steps to promote domestic structural changes, to encourage the consumption of particular products, or to introduce measures of trade promotion».

2. This protocol shall be deposited with the Executive Secretary to the CONTRACTING PARTIES to the General Agreement. It shall be open for acceptance, by signature or otherwise, by the contracting parties to the General Agreement and by the governments which have acceded provisionally to the General Agreement, until 31 December 1965 p r o v i d e d that the period during which this Protocol may be accepted in respect of a contracting party or such government, may by a decision of the CONTRACTING PARTIES, be extended beyond that date.

3. Acceptance of this Protocol in accordance with provisions of paragraph 2 shall be deemed to constitute an acceptance of the amendments set forth in paragraph 1 in accordance with the provisions of Article XXX of the General Agreement.

4. The amendments set forth in paragraph 1 shall become effective in accordance with the provisions of Articles XXX of the General Agreement following acceptance of the Protocol by two thirds of the government which are then contracting parties.

5. The amendments set forth in paragraph 1 shall become effective between a government which has acceded provisionally to the General Agreement and a government which is a contracting party, and between two governments which have acceded provisionally when such amendments shall have been accepted by both such governments; p r o v i d e d that the amendments shall not become so effective before an instrument of provisional accession shall have become effective between the two governments nor before the amendments shall have become effective in accordance with the provisions of paragraph 4.

6. Acceptance of this Protocol by a contracting party, to the extent that it shall not have already taken final action to become a party to the following instruments and except as it may otherwise notify the Executive Secretary in writing at the time of such acceptance, shall constitute final action to become a party to each of the following instruments :

i) Protocol Amending Part I and Articles XXIX and III, Geneva, 10 March 1955;

ii) Protocol Amending the Preamble and Parts II and III, Geneva, 10 March 1955;

iii) Protocol of Rectifications to the French Text, Geneva, 15 June 1955;

iv) Procès Verbal of Rectification concerning the Protocol Amending Part I and Articles XXIX and XXX, the Protocol Amending the Peamble and Parts II and III and the Protocol of Organizational Amendments, Geneva, 3 December 1955;

v) Fifth Protocol of Rectifications and Modifications to the texts of the Schedules, Geneva, 3 December 1955;

vi) Sixth Protocol of Rectifications and Modifications to the texts of the Schedules, Geneva 11 April 1957.

vii) Seventh Protocol of Rectifications and Modifications to the Texts of the Schedules, Geneva, 30 November 1957;

viii) Protocol Relating to the Negotiations for the Establishment of New Schedule III-Brazil, Geneva, 31 December 1958;

ix) Eighth Protocol of Rectifications and Modifications to the Texts of the Schedules, Geneva, 18 February 1959; and

x) Ninth Protocol of Rectifications and Modifications to the Texts of the Schedules, Geneva, 17 August 1959.

7. The Executive Secretery to the Contracting Parties to the General Agreement shall promptly furnish a certified copy of this Protocol and a notification of each acceptance thereof to each contracting party to the General Agreement and to each government which has acceded provisionally to the General Agreement.

8. This Protocol shall be registered in accordance with the provisions of Article 102 of the Charter of the United Nations.

Done at Geneva in a single copy, in the English, French and Spanish languages, all three texts authentic, this eighth day of February, one thousand nine hundred and sixty five.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΟΥΝ ΤΗΝ ΓΕΝΙΚΗΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΝ ΔΑΣΜΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΔΙΑ ΤΗΣ ΠΡΟΣΘΗΚΗΣ ΜΕΡΟΥΣ IV, ΑΦΟΡΩΝΤΟΣ ΤΟ ΕΜΠΟΡΙΟΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΑΝΑΠΤΥΞΙΝ

Αἱ Κυβερνήσεις αἵτινες τυγχάνουσι συμβαλλόμενα μέρη τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου (Ἀναφερόμεναι ἐφ' ἑξῆς ὡς «τὰ Συμβαλλόμενα μέρη» καὶ ἡ «Γενικὴ Συμφωνία» ἀντιστοίχως) ΕΠΙΘΥΜΟΥΣΑΙ νὰ θέσουν εἰς ἐφαρμογὴν τροποποιήσεις εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου XXX ταύτης ΣΥΜΦΩΝΟΥΝ διὰ τοῦ παρόντος ὡς ἀκολούθως :

1. Τὸ Μέρος IV περιλαμβάνον τρία νέα ἄρθρα δέον ὅπως ἐνσωματωθῇ εἰς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν, αἱ δὲ διατάξεις τοῦ παραρτήματος I δέον νὰ τροποποιηθοῦν ὡς ἑξῆς :

A

Ὁ κάτωθι τίτλος καὶ τὰ ἀκολουθοῦντα τούτου ἄρθρα δέον νὰ καταχωρηθοῦν μετὰ τὸ ἄρθρον XXXV.

ΜΕΡΟΣ IV

ΕΜΠΟΡΙΟΝ ΚΑΙ ΑΝΑΠΤΥΞΙΣ

Ἄρθρον XXXVI.

Ἀρχαὶ καὶ ἀντικειμενικοὶ σκοποί.

Ι. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη,

α) Ὑπομιμνήσκοντα ὅτι οἱ βασικοὶ ἀντικειμενικοὶ σκοποὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας περιλαμβάνουν τὴν ἀνύψωσιν τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου καὶ τὴν προοδευτικὴν ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομιῶν ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων μερῶν καὶ θεωροῦντα ὅτι ἡ ἐπίτευξις τῶν ἀντικειμενικῶν τούτων σκοπῶν τυγχάνει ἰδιαζόντως ἐπείγουσα διὰ τὰ ὑπανάπτυκτα Συμβαλλόμενα Μέρη.

β) Θεωροῦντα ὅτι τὰ ἐξ ἐξαγωγῶν ἔσοδα τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ συμβάλλουν ζωτικῶς εἰς τὴν οἰκονομικήν των ἀνάπτυξιν καὶ ὅτι ἡ ἔκτασις τῆς συμβολῆς ταύτης ἐξαρτᾶται ἀπὸ τὴν καταβαλλομένην ὑπὸ τῶν χωρῶν τούτων ἀξίαν δι' οὐσιώδεις εἰσαγωγάς, τὸν ὄγκον τῶν ἐξαγωγῶν καὶ τὰς ἐπιτυγχανομένας τιμὰς διὰ τὰς ἐξαγωγάς των ταύτας.

γ) Λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὴν ὑφισταμένην μεγάλην διαφορὰν μεταξὺ τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν καὶ τῶν ἄλλων χωρῶν.

δ) Ἀναγνωρίζοντα ὅτι μεμονωμένη καὶ συλλογικὴ δράσις εἶναι οὐσιώδης διὰ τὴν περαιτέρω ἀνάπτυξιν τῶν οἰκονομιῶν τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν καὶ τὴν ἐξασφάλισιν ταχείας ἀνυψώσεως τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου τῶν χωρῶν τούτων.

ε) Ἀναγνωρίζοντα περαιτέρω ὅτι τὸ διεθνὲς ἐμπόριον ὡς μέσον ἐπιτεύξεως οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου δέον νὰ διέπηται ὑπὸ τοιούτων κανόνων καὶ διαδικασίας—ὡς καὶ τῶν προσφορωτέρων ἐν σχέσει μὲ τοὺς κανόνας καὶ τὴν διαδικασίαν ταύτην μέτρων—οἱ ὁποῖοι εἶναι σύμφωνοι μὲ τοὺς καθοριζομένους εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἀντικειμενικοὺς σκοπούς.

στ) Ἔχοντα ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ δύνανται νὰ παράσχουν τὴν δυνατότητα εἰς τὰ ὑπανάπτυκτα Συμβαλλόμενα Μέρη νὰ χρησιμοποιήσουν εἰδικὰ μέτρα διὰ τὴν προαγωγὴν τοῦ ἐμπορίου καὶ τῆς οἰκονομικῆς των ἀναπτύξεως,

Συμφωνοῦν ὡς ἀκολούθως :

2. Ὑφίσταται ἀνάγκη ταχείας καὶ συνεχοῦς αὐξήσεως τῶν ἐξ ἐξαγωγῶν ἐσόδων τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν.

3. Ὑφίσταται ἀνάγκη θετικῶν προσπαθειῶν ἀποβλεπουσῶν εἰς τὴν ἐξασφάλισιν τῆς συμμετοχῆς τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ Διεθνοῦς ἐμπορίου ἐν ἀναλογίᾳ μὲ τὰς ἀνάγκας τῆς οἰκονομικῆς των ἀναπτύξεως.

4. Δοθείσης τῆς συνεχιζομένης ἐξαρτήσεως πλείστων ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων χωρῶν ἐκ τῆς ἐξαγωγῆς περιωρισμένης κλίμακος βασικῶν προϊόντων, ὑφίσταται ἀνάγκη παροχῆς εἰς εὐρυτάτην δυνατὴν ἔκτασιν πλέον εὐνοϊκῶν καὶ παραδεκτῶν διὰ τὰ προϊόντα ταῦτα ὅρων εἰσόδου των εἰς τὰς διεθνεῖς ἀγορὰς καὶ ὁπουδήποτε κρίνεται σκόπιμον, ἐπινοήσεως μέτρων ἀποβλεπόντων εἰς τὴν σταθεροποίησιν καὶ βελτίωσιν τῶν ὅρων τῶν διεθνῶν ἀγορῶν ὡς πρὸς τὰ προϊόντα ταῦτα, περιλαμβανόντων, ἰδιαιτέρως, μέτρα ἀποβλέποντα εἰς τὴν ἐπίτευξιν σταθερῶν καὶ συμφερουσῶν τιμῶν, ἐξασφαλιζουσῶν οὕτω ἐπέκτασιν τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου, ζήτησιν καὶ δυναμικὴν καὶ σταθερὰν ἀνάπτυξιν τῶν πραγματικῶν ἐξαγωγικῶν ἐσόδων τῶν χωρῶν τούτων, ἵνα παράσχουν εἰς ταύτας ηὐξημένους πόρους διὰ τὴν οἰκονομικήν των ἀνάπτυξιν.

5. Ἡ ταχεῖα ἀνάπτυξις τῶν οἰκονομιῶν τῶν ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων χωρῶν θέλει διευκολυνθῆ διὰ τῆς διαφοροποιήσεως τῆς δομῆς τῶν οἰκονομιῶν αὐτῶν καὶ τῆς ἀποφυγῆς ὑπερμέτρου ἐξαρτήσεως ἐκ τῶν ἐξαγωγῶν βασικῶν προϊόντων.

Ὑφίσταται, ὅθεν, ἀνάγκη μεγαλυτέρας εἰσδύσεως εἰς τὰς ἀγοράς, κατὰ τὴν εὐρυτέραν δυνατὴν ἔκτασιν καὶ ὑπὸ εὐνοϊκὰς προϋποθέσεις τῶν κατειργασμένων καὶ βιομηχανοποιημένων προϊόντων, παρόντος ἢ μελλοντικοῦ εἰδικοῦ ἐξαγωγικοῦ ἐνδιαφέροντος τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν.

6. Λόγῳ τοῦ συνεχοῦς ἐλλείμματος τῶν ἐξ ἐξαγωγῶν προσόδων καὶ τῶν ἐσόδων ἐκ ξένου συναλλάγματος τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν, ὑφίσταται συστηματικὴ ἀλληλοεξάρτησις μεταξὺ ἐμπορίου καὶ οἰκονομικῆς βοηθείας διὰ τὴν ἀνάπτυξιν. Ὑπάρχει, ὅθεν, ἀνάγκη στενῆς καὶ συνεχοῦς συνεργασίας μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τῶν διεθνῶν πιστωτικῶν ὀργανισμῶν εἰς τρόπον ὥστε νὰ δύνανται νὰ συμβάλλουν οὗτοι πλέον ἀποτελεσματικῶς εἰς τὴν ἀνακούφισιν τῶν ἀναληφθέντων ὑπὸ τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν βαρῶν πρὸς τὸ συμφέρον τῆς οἰκονομικῆς των ἀναπτύξεως.

7. Ὑφίσταται ἀνάγκη καταλλήλου συνεργασίας μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἑτέρων διακυβερνητικῶν Ὀργανισμῶν, ὀργάνων καὶ ἱδρυμάτων τοῦ συστήματος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὧν ἡ δραστηριότης ἔχει σχέσιν μὲ τὸ ἐμπόριον καὶ τὴν οἰκονομικὴν ἀνάπτυξιν τῶν ὑπαναπτύκτων χωρῶν.

8. Τὰ ἀνεπτυγμένα Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν προσδοκοῦν ἀμοιβαιότητα διὰ τὰς ἀναληφθείσας ὑπ' αὐτῶν ὑποχρεώσεις κατὰ τὰς ἐμπορικὰς διαπραγματεύσεις ἀφορώσας εἰς μειώσεις ἢ καταργήσεις δασμῶν καὶ ἑτέρων φραγμῶν τοῦ ἐμπορίου τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν.

9. Ἡ υἱοθέτησις μέτρων ἐφαρμογῆς τῶν ἀρχῶν καὶ τῶν ἀντικειμένων τούτων σκοπῶν ἀποτελεῖ θέμα ἐνσυνειδήτου καὶ εἰς τοῦτο κατευθυνομένης προσπαθείας ἐκ μέρους τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἴτε ἐνεργούντων κατ' ἰδίων εἴτε συλλογικῶς.

Ἄρθρον XXXVII.

Ὑποχρεώσεις

1. Τὰ ἀνεπτυγμένα Συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ εἰς τὴν πλησιεστέραν δυνατὴν ἔκτασιν τὰς ἀκολούθους διατάξεις ἐκτὸς ἐὰν ἐξαναγκαστικοὶ λόγοι εἰς οὓς ἐνδεχομένως νὰ περιλαμβάνωνται καὶ νομικοὶ λόγοι καθιστοῦν τοῦτο δυνατόν.

α) Νὰ παράσχουν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὴν μείωσιν καὶ κατάργησιν τῶν φραγμῶν ἐπὶ τῶν προϊόντων παρόντος ἢ μελλοντικοῦ, ἰδιαιτέρου ἐξαγωγικοῦ ἐνδιαφέροντος τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν, συμπεριλαμβανομένων τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν περιορισμῶν οἱ ὁποῖοι διαφοροποιοῦν ἀδικαιολογήτως τὰ προϊόντα ταῦτα, εἰς τὴν ἀρχικήν των κατάστασιν καὶ τὴν μετ' ἐπεξεργασίαν των τοιαύτην.

β) Νὰ ἀπέχουν ἀπὸ τῆς ἐπιβολῆς νέων τελωνειακῶν δασμῶν ἢ τῆς αὐξήσεως τοῦ συντελεστοῦ τῶν ἤδη ὑφισταμένων ἢ τῶν μὴ δασμολογικῶν εἰσαγωγικῶν φραγμῶν κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν προϊόντων ἐχόντων ἢ δυναμένων νὰ ἔχουν ἰδιαίτερον ἐξαγωγικὸν ἐνδιαφέρον διὰ τὰ ὑπανάπτυκτα Συμβαλλόμενα Μέρη.

γ) Ι. Νὰ ἀπέχουν τῆς ἐπιβολῆς νέων δημοσιονομικῶν μέτρων καὶ

ΙΙ. Εἰς οἱανδήποτε προσαρμογὴν τῆς δημοσιονομικῆς πολιτικῆς νὰ παράσχουν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὴν μείωσιν καὶ κατάργησιν τῶν δημοσιονομικῶν μέτρων, τὰ ὁποῖα παρακωλύουν ἢ ἤθελον παρακωλύσει σημαντικῶς τὴν αὔξησιν τῆς καταναλώσεως τῶν βασικῶν προϊόντων, εἰς τὴν ἀρχικήν των μορφὴν ἢ τὴν μετ' ἐπεξεργασίαν τοιαύτην, παραχθέντων ἐν ὅλῳ ἢ κυρίως εἰς τὰ ἐδάφη τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ τὰ ὁποῖα μέτρα ἐφαρμόζονται εἰδικῶς ἐπὶ τῶν προϊόντων τούτων.

2. α) Ὅσάκις θεωρεῖται ὅτι δὲν εἶναι δυνατὴ ἡ θέσις εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων μιᾶς ἐκ τῶν ἐδαφίων α, β ἢ γ τῆς παραγράφου 1, τὸ θέμα δέον νὰ ἀχθῇ εἰς τὰ Συμ-

βαλλόμενα Μέρη εἴτε ὑπὸ τοῦ μὴ ἐφαρμόζοντος τὴν σχετικὴν διάταξιν συμβαλλομένου μέρους, εἴτε ὑπὸ οἱουδήποτε ἑτέρου ἐνδιαφερομένου συμβαλλομένου μέρους.

β. Ι. Τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε ἐνδιαφερομένου συμβαλλομένου μέρους, τὰ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ, δέον, ἀνεξαρτήτως τῶν ἀναληφθεισῶν διμερῶν διαβουλεύσεων, νὰ προέλθωσιν εἰς συζητήσεις ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου μετὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου συμβαλλομένου μέρους καὶ μεθ' ἁπάντων τῶν ἐνδιαφερομένων Συμβαλλομένων μερῶν ἐν σχέσει μὲ τὸ θέμα, ἐπὶ τῷ τέλει ἐπιτεύξεως ἱκανοποιητικῶν λύσεων δι' ὅλα τὰ ἐνδιαφερόμενα Συμβαλλόμενα Μέρη πρὸς τὸν σκοπὸν προωθήσεως τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον XXXVI. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διαβουλεύσεων τούτων δέον νὰ ἐξετασθοῦν οἱ λόγοι τῆς μὴ ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τῶν ὑπεδαφίων α, β, ἢ γ τῆς παραγράφου 1.

ΙΙ. Δοθέντος ὅτι ἡ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῶν ἐδαφίων α, β ἢ γ τῆς παραγράφου 1 ὑπὸ Συμβαλλομένων τινῶν μερῶν ἐνεργούντων κατ' ἰδίαν δυνατόν, εἰς τινας περιπτώσεις, νὰ ἐπιτευχθῇ εὐκολώτερον τῇ συνεργασίᾳ ἑτέρων ἀνεπτυγμένων Συμβαλλομένων Μερῶν, αἱ διαβουλεύσεις θὰ ἔδει ὅπου τοῦτο κρίνεται πρόσφορον, νὰ κατευθύνωνται πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

ΙΙΙ. Αἱ διαβουλεύσεις τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἠδύναντο ἐπίσης, εἰς καταλλήλους περιπτώσεις, νὰ κατευθύνωνται εἰς ἐπίτευξιν συμφωνιῶν περὶ συλλογικῆς δράσεως ἀποβλεπούσης εἰς τὴν προαγωγὴν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῆς Συμφωνίας ὡς οὗτοι καθορίζονται εἰς τὴν παράγραφον Ι τοῦ ἄρθρου XXV.

3. Τὰ ἀνεπτυγμένα Συμβαλλόμενα Μέρη δέον :

α) Νὰ καταβάλουν κάθε προσπάθειαν, εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς Κυβέρνησίς τις καθορίζει ἀμέσως ἢ ἐμμέσως τὴν τιμὴν πωλήσεως προϊόντων ἐν ὅλῳ ἢ κυρίως παραχθέντων εἰς τὰ ἐδάφη τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν, ὥστε νὰ διατηρηθοῦν τὰ ἐμπορικὰ περιθώρια εἰς λογικὰ ἐπίπεδα.

β) Νὰ μελετήσουν μετ' ἐνδιαφέροντος τὴν υἱοθέτησιν ἑτέρων μέτρων ἀποβλεπόντων εἰς τὴν παροχὴν εὐρυτέρων δυνατοτήτων ἀναπτύξεως τῶν εἰσαγωγῶν ἐκ τῶν ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων μερῶν καὶ νὰ συνεργασθοῦν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐν τῷ πλαισίῳ καταλλήλου διεθνοῦς δράσεως.

Νὰ καταβάλουν ἰδιαιτέραν προσοχὴν διὰ τὰ ἐμπορικὰ συμφέροντα τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ τὴν μελέτην ἐφαρμογῆς ἑτέρων μέτρων ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας πρὸς ἀντιμετώπισιν ἰδιαιτέρων προβλημάτων καὶ νὰ ἐρευνήσουν ὅλας τὰς δυνατότητας ἐπικοδομητικῆς θεραπείας πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν μελετωμένων μέτρων εἰς ἃς περιπτώσεις θὰ ἔθιγον ταῦτα (μέτρα) οὐσιώδη συμφέροντα τῶν Συμβαλλομένων τούτων Μερῶν.

4. Τὰ ὑπανάπτυκτα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν διὰ τὴν ἀνάληψιν δραστηριότητος ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν διατάξεων τοῦ Νέου κεφαλαίου πρὸς ὄφελος τοῦ ἐμπορίου ἑτέρων ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν ἐφ' ὅσον τοιαύτη ἐνέργεια εἶναι σύμφωνος μὲ τὴν ἰδίαν αὐτῶν παροῦσαν καὶ μελλοντικὴν ἀνάπτυξιν, οἰκονομικὰς καὶ ἐμπορικὰς ἀνάγκας, λαμβάνοντα ὑπ' ὄψιν τὴν ἐπιτευχθεῖσαν κατὰ τὸ παρελθὸν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν ὡς καὶ τὰ ἐμπορικὰ συμφέροντα τῶν ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων μερῶν ἐν συνόλῳ.

5. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν καθοριζομένων εἰς τὰς παραγρ 1 ἕως 4 ὑποχρεώσεων, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος δέον νὰ παράσχῃ εἰς οἱονδήποτε Συμβαλλόμενον Μέρος ἢ Συμβαλλόμενα Μέρη πλήρη καὶ ἄμεσον διευκόλυνσιν ἵνα προέλθῃ εἰς διαβουλεύσεις, βάσει τῆς τακτικῆς διαδικασίας τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν σχέσει μὲ οἱονδήποτε θέμα ἢ παρουσιασθησομένην δυσχέρειαν.

Ἄρθρον XXXVIII.

Κοινὴ δρᾶσις.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ συνεργασθοῦν ἀπὸ κοινοῦ ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ ἀλλαχοῦ, ὁσάκις κρίνεται τοῦτο ἀπαραίτητον, διὰ τὴν παραγωγὴν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον XXVI.

2. Εἰδικώτερον τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον :

α) ἐφ' ὅσον κρίνεται σκόπιμον νὰ ἀναλάβουν δρᾶσιν, κυρίως διὰ διεθνῶν συμφωνιῶν, νὰ παράσχουν βελτιωμένους καὶ παραδεκτοὺς ὅρους εἰσόδου εἰς τὰς διεθνεῖς ἀγορὰς τῶν βασικῶν προϊόντων εἰδικοῦ ἐνδιαφέροντος τῶν ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων μερῶν καὶ νὰ ἐπινοήσουν μέτρα ἀποβλέποντα εἰς τὴν σταθεροποίησιν καὶ βελτίωσιν τῶν συνθηκῶν τῶν διεθνῶν ἀγορῶν ὡς πρὸς τὰ προϊόντα ταῦτα περιλαμβάνοντα μέτρα ἀποβλέποντα εἰς τὴν ἐπίτευξιν σταθερῶν, δικαίων καὶ εὐνοϊκῶν τιμῶν διὰ τὰς ἐξαγωγὰς τῶν προϊόντων τούτων.

β) Νὰ ἐπιζητήσουν κατάλληλον συνεργασίαν εἰς τὰ θέματα τῆς πολιτικῆς ἐμπορίου καὶ ἀναπτύξεως μὲ τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη, τὰ ὄργανα καὶ τὰ ἱδρύματα αὐτῶν, περιλαμβανομένων πάντων τῶν ἱδρυμάτων τῶν δημιουργηθησομένων ἐπὶ τῇ βάσει τῶν συστάσεων τῆς διασκέψεως ἐμπορίου καὶ ἀναπτύξεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

γ) Νὰ συνεργασθοῦν ἐν τῇ ἀναλύσει τῶν κατ' ἰδίαν σχεδίων καὶ τῆς πολιτικῆς ἀναπτύξεως τῶν ὑπαναπτύκτων συμβαλλομένων μερῶν καὶ ἐν τῇ ἐξετάσει τῶν σχέσεων ἐμπορίου καὶ βοηθείας, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπινοήσεως συγκεκριμένων μέτρων προαγωγῆς τῆς ἀναπτύξεως τῶν ἐξαγωγικῶν δυνατοτήτων καὶ διευκολύνσεως τῆς εἰσόδου εἰς ἐξαγωγικὰς ἀγορὰς τῶν προϊόντων τῶν οὕτω πως διευρυνομένων κλάδων παραγωγῆς καὶ ἀπὸ τῆς ἀπόψεως ταύτης νὰ ζητήσουν κατάλληλον συνεργασίαν μὲ τὰς Κυβερνήσεις καὶ διεθνεῖς ὀργανισμοὺς καὶ ἰδιαιτέρως μὲ ὀργανισμοὺς ἔχοντας ἁρμοδιότητα ἐν σχέσει μὲ τὴν παροχὴν οἰκονομικῆς βοηθείας δια τὴν οἰκονομικὴν ἀνάπτυξιν, εἰς συστηματικὰς μελέτας τῶν σχέσεων ἐμπορίου καὶ βοηθείας εἰς τὰ κατ' ἰδίαν ὑπανάπτυκτα Συμβαλλόμενα μέρη ἀποβλέποντα εἰς τὸν καθορισμὸν σαφοῦς ἀναλύσεως τῆς ἐξαγωγικῆς δυναμικότητος, προοπτικῶν ἀγορῶν καὶ οἱανδήποτε ἀπαιτηθησομένην ἰδιαιτέραν δρᾶσιν.

δ) Νὰ τηρήσουν ὑπὸ συνεχῆ ἐποπτείαν τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου, εἰδικώτερον, ἐν σχέσει μὲ τὸν βαθμὸν ἀναπτύξεως τοῦ ἐμπορίου τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ νὰ προέλθουν εἰς συστάσεις πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰς ἃς περιπτώσεις κρίνονται αὗται προσήκουσαι.

ε) Νὰ συνεργασθοῦν εἰς τὴν ἀναζήτησιν ἐφικτῶν μεθόδων διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν συναλλαγῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς οἰκονομικῆς ἀναπτύξεως, δι' ἐναρμονίσεως καὶ διευθετήσεως ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου τῆς ἐπὶ μέρους ἐθνικῆς πολιτικῆς καὶ τῶν κανονισμῶν, διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τεχνικῶν καὶ ἐμπορικῶν πινάκων ἐπηρεαζόντων τὴν παραγωγήν, μεταφορὰν καὶ τὸ Marketing καὶ τῆς προαγωγῆς τῶν ἐξαγωγῶν διὰ τῆς καθιερώσεως μεθόδων διευκολύνσεως αὐξανομένης τῆς διαδόσεως τῶν ἐμπορικῶν πληροφοριῶν καὶ ἀναπτύξεως τῆς ἐρεύνης τῆς ἀγορᾶς.

στ) Νὰ καθιερώσουν τοιαύτας ὀργανικὰς διατάξεις ἀπαραιτήτους διὰ τὴν ἐπίτευξιν τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τοῦ ἄρθρου XXXVI καὶ νὰ θέσουν εἰς ἐφαρμογὴν τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος μέρους τῆς Γενικῆς Συμφωνίας.

Β.

Εἰς τὸ παράρτημα Ι (ὅπερ συμφώνως πρὸς τὴν παράγρ. 1 τοῦ Τμήματος ΒΒ τοῦ Πρωτοκόλλου, ἀφορῶντος εἰς τὴν τροποποίησιν τοῦ προοιμίου καὶ τῶν μερῶν ΙΙ καὶ ΙΙΙ τῆς Γενικῆς Συμφωνίας θὰ καταστῇ παράρτημα Η) δέον νὰ προστεθοῦν αἱ ἀκόλουθοι σημειώσεις.

Ὡς πρὸς τὸ Μέρος IV.

Αἱ φράσεις «ἀνεπτυγμένα συμβαλλόμενα μέρη» καὶ «ὑπανάπτυκτα συμβαλλόμενα μέρη» ὡς χρησιμοποιοῦνται εἰς τὸ μέρος IV δέον νὰ θεωρηθοῦν ὡς ἀναφερόμενα εἰς τὰς ἀνεπτυγμένας καὶ ὑπαναπτύκτους χώρας μέλη τῆς Γενικῆς Συμφωνίας Δασμῶν καὶ Ἐμπορίου.

Ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον XXXVI.

Παράγραφος 1.

Τὸ παρὸν ἄρθρον ἐρείδεται ἐπὶ τῶν ἀντικειμενικῶν σκοπῶν καθορισθέντων διὰ τοῦ ἄρθρου 1, ὡς θὰ τροποποιηθῇ τοῦτο ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ Α' Τμήματος τοῦ Πρωτοκόλλου τροποποιοῦντος τὸ μέρος I καὶ τὰ ἄρθρα XXIX καὶ XXX, ὅταν τὸ πρωτόκολλον τοῦτο τεθῇ ἐν ἰσχύϊ.

Παράγραφος 4.

Ὁ ὅρος «βασικὰ προϊόντα» περιλαμβάνει καὶ τὰ γεωργικὰ προϊόντα ἴδε παραγρ. 2 τῆς ἑρμηνευτικῆς σημειώσεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου XVI Τμῆμα Β.

Παράγραφος 5.

Οἱονδήποτε πρόγραμμα οἰκονομικῆς διαφοροποιήσεως δέον νὰ περιλαμβάνῃ ἐν γενικαῖς γραμμαῖς ἔντασιν τῆς δραστηριότητος πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπεξεργασίας τῶν βασικῶν προϊόντων καὶ ἀναπτύξεως τῶν σχετικῶν βιομηχανιῶν, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομικῆς καταστάσεως τοῦ συγκεκριμένου συμβαλλομένου μέρους καὶ τῆς παγκοσμίου προβλέψεως διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ κατανάλωσιν τῶν διαφόρων ἐμπορευμάτων.

Παράγραφος 8.

Εἶναι ἀντιληπτὸν ὅτι ἡ φράσις «μὴ προσδοκία ἀμοιβαιότητος» σημαίνει, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἀντικειμενικοὺς σκοπούς, ὅτι δὲν θὰ ἔδει νὰ ἀναμένηται ὑπὸ τῶν ὑπαναπτύκτων Συμβαλλομένων Μερῶν ἐν τῇ πορείᾳ τῶν ἐμπορικῶν διαπραγματεύσεων συνεισφορὰ ἀσυμβίβαστος μὲ τὰς ἀνάγκας τῆς ἀναπτύξεώς του, τὴν οἰκονομίαν του καὶ τὸ ἐμπόριόν του, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν, τῆς κατὰ τὸ παρελθὸν ἀναπτύξεως τῶν ἀνταλλαγῶν.

Ἡ παράγραφος αὕτη θέλει ἐφαρμοσθῇ ἐν περιπτώσει ἀναλήψεως δραστηριότητος βάσει τοῦ Τμήματος Α τοῦ ἄρθρου XVIII, XXVIII, XXVIII δὶς (τὸ ἄρθρον XXIX μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ Α' Τμήματος τροποποιήσεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ Πρωτοκόλλου τροποποιοῦντος τὸ μέρος I καὶ τὰ ἄρθρα XXIX καὶ XXX), τὸ ἄρθρον XXXIII, ἢ οἱασδήποτε ἑτέρας διαδικασίας προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον XXXVII.

Παράγραφος 1 (α).

Αἱ διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ παραγράφου θέλουν ἐφαρμοσθῇ ἐν περιπτώσει διαπραγματεύσεων διὰ τὴν μείωσιν ἢ κατάργησιν τῶν δασμῶν ἢ ἑτέρων περιοριστικῶν τοῦ ἐμπορίου κανονισμῶν, βάσει τῶν ἄρθρων XXVIII, XXVIII δὶς (τὸ ἄρθρον XXIX μετὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ Α' Τμήματος τροποποιήσεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ Πρωτοκόλλου τροποποιοῦντος τὸ πρῶτον Μέρος καὶ τὰ ἄρθρα XXV καὶ XXX) καὶ τοῦ ἄρθρου XXXIII ἐν συνδυασμῷ ὡσαύτως μὲ ἑτέρας δραστηριότητας ἀποβλεπούσας εἰς τὴν θέσιν εἰς ἐφαρμογὴν τῶν ὡς ἄνω μειώσεων ἢ καταργήσεων τῶν δασμῶν κλπ., ἣν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ ἀναλάβουν.

Παράγραφος 3 (β).

Παράγραφος τρίτη (β).

Τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν ἐν λόγῳ παράγραφον ἕτερα μέτρα θὰ ἠδύναντο νὰ περιλάβουν μέτρα ἀποβλέποντα εἰς τὴν προαγωγὴν ἐσωτερικῶν δομικῶν καταβολῶν, ἐνισχυσιν τῆς καταναλώσεως εἰδικῶν τινων προϊόντων ἢ εἰς τὴν λῆψιν μέτρων προωθήσεως τοῦ ἐμπορίου.

2. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δέον νὰ κατατετθῇ εἰς τὸν ἐκτελεστικὸν Γραμματέα τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῆς Γενικῆς Συμφωνίας.

Θέλει δὲ παραμείνει ἀνοικτὸν πρὸς ἀποδοχήν, δι' ὑπογραφῆς ἢ κατ' ἄλλων τρόπον, ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῆς Γενικῆς Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἀποδεχθῇ προσωρινῶς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν, μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1965, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ περίοδος κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δύναται νὰ γίνῃ ἀποδεκτὸν ἐν σχέσει μὲ οἱονδήποτε συμβαλλόμενον μέρος ἢ Κυβέρνησιν, εἶναι δυνατόν, δι' ἀποφάσεως τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, νὰ ἐπεκταθῇ πέραν τῆς ἀνωτέρω ἡμερομηνίας.

3. Ἡ ἀποδοχὴ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραγρ. 2 δέον νὰ θεωρῆται ὡς συνιστῶσα ἀποδοχὴν τῶν τροποποιήσεων προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγράφου I βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου XXX τῆς Γενικῆς Συμφωνίας.

4. Αἱ προβλεπόμεναι ἐν τῇ παραγρ. 1 τροποποιήσεις θέλουν τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XXX τῆς Γενικῆς Συμφωνίας κατ' ἀκολουθίαν ἀποδοχῆς τοῦ Πρωτοκόλλου ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη.

5. Αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς παραγράφου I τροποποιήσεις θέλουν τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως ἡ ὁποία ἔχει προσωρινῶς ἀποδεχθῇ τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν καὶ τῆς Κυβερνήσεως ἡ ὁποία τυγχάνει συμβαλλόμενον μέρος ἢ μεταξὺ δύο Κυβερνήσεων αἱ ὁποῖαι ἔχουν ἀποδεχθῇ τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν προσωρινῶς ὅταν αἱ τροποποιήσεις αὗται θὰ ἔχουν γίνει ἀποδεκταὶ ὑπὸ ἀμφοτέρων τῶν Κυβερνήσεων τούτων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι αἱ ἐν λόγῳ τροποποιήσεις δὲν θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ, πρὸ τῆς ἐφαρμογῆς μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων τοῦ ὀργάνου προσωρινῆς προσχωρήσεως ἢ πρὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τροποποιήσεων βάσει τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 4.

6. Ἡ ἀποδοχὴ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ὑπό τινος Συμβαλλομένου Μέρους θέλει ἀποτελέσει τὴν τελικὴν διατύπωσιν ἵνα καταστῇ τοῦτο μέρος ἑνὸς ἑκάστου τῶν ἀκολούθων ὀργάνων, καίτοι τὸ ὡς εἴρηται Συμβαλλόμενον Μέρος δὲν ἔχει εἰσέτι συμπληρώσει τὰς προβλεπομένας τελικὰς διατυπώσεις πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἐκτὸς ἐὰν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἀποδοχῆς προέλθῃ εἰς ἔγγραφον περὶ τοῦ ἀντιθέτου δήλωσιν πρὸς τὸν Ἐκτελεστικὸν Γραμματέα.

1) Τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Γενικῆς τῆς 10ης Μαρτίου 1955 τροποποιοῦντος τὸ Μέρος I καὶ τὰ ἄρθρα XXIX καὶ XXX.

2) Τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Γενικῆς τῆς 10ης Μαρτίου 1955, τροποποιοῦντος τὸ προοίμιον καὶ τὰ Μέρη II καὶ III.

3) Τοῦ Πρωτοκόλλου τῆς Γενικῆς τῆς 15ης Ἰουνίου 1955, περὶ διευκρινίσεων τοῦ Γαλλικοῦ κειμένου.

4) Εἰς τὴν διευκρινιστικὴν ρηματικὴν διακοίνωσιν τῆς Γενικῆς τῆς 3ης Δεκεμβρίου 1955 ἀφορῶσα εἰς τὸ Πρωτόκολλον τὸ τροποποιοῦν μέρος I καὶ τὰ ἄρθρα XXIX καὶ XXX. Ἐπίσης εἰς τὸ Πρωτόκολλον τὸ τροποποιοῦν τὸ προοίμιον καὶ τὰ Μέρη II καὶ III καὶ τέλος εἰς τὸ Πρωτόκολλον ὀργανικῶν τροποποιήσεων τῆς Γενικῆς τῆς 30ῆς Νοεμβρίου 1957.

5) Εἰς τὸ Πέμπτον Πρωτόκολλον διευκρινίσεων καὶ τροποποιήσεων τῶν κειμένων τῶν πινάκων.

6) Εἰς τὸ Ἕκτον Πρωτόκολλον τῆς Γενικῆς τῆς 11ης Ἀπριλίου 1957 περὶ διευκρινίσεων καὶ τροποποιήσεων τῶν πινάκων.

7) Εἰς τὸ Ἕβδομον Πρωτόκολλον τῆς Γενικῆς τῆς 30ῆς Νοεμβρίου 1957, περὶ διευκρινίσεων καὶ τροποποιήσεων τῶν κειμένων τῶν πινάκων.

8) Εἰς τὸ Πρωτόκολλον τῆς Γενικῆς τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1958 ἀφορῶν εἰς τὰς διαπραγματεύσεις διὰ τὴν καθιέρωσιν τοῦ νέου πίνακος III–Βραζιλίας.

9) Τὸ **Ὄγδοον Πρωτόκολλον τῆς Γενεύης τῆς 18ης Φεβρουαρίου 1959, περὶ διευκρινίσεων καὶ διορθώσεων τῶν κειμένων τῶν πινάκων.**

10) Τὸ **Ἔνατον Πρωτόκολλον τῆς Γενεύης τῆς 18ης Φεβρουαρίου 1959, περὶ διευκρινίσεων καὶ διορθώσεων τῶν κειμένων τῶν πινάκων.**

7. Ὁ **Ἐκτελεστικὸς Γραμματεὺς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῆς Γενικῆς Συμφωνίας** θέλει ἐφοδιάσει ἀμέσως ἕκαστον **Συμβαλλόμενον Μέρος τῆς Γενικῆς Συμφωνίας** καὶ ἑκάστην **Κυβέρνησιν ἡ ὁποία ἔχει ἀποδεχθῆ** προσωρινῶς τὴν Γενικὴν Συμφωνίαν δι' ἑνὸς κεκυρωμένου ἀντιγράφου τοῦ παρόντος καὶ μιᾶς γνωστοποιήσεως ἑκάστης ἀποδοχῆς τούτου.

8. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θέλει κατακυρωθῆ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 102 τοῦ χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ εἰς ἁπλοῦν ἀντίγραφον, εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Γαλλικὴν καὶ Ἱσπανικὴν γλῶσσαν, ἁπάντων τῶν τριῶν τούτων κειμένων ὄντων αὐθεντικῶν, τὴν 8ην Φεβρουαρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ πέμπτου ἔτους.

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1966 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν		1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ